Penser la décoercition sociale au prisme des mutations familiales et genrées

Steeve-Thierry Balondji

Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CENAREST)
Institut de Recherche en Sciences Humaines (IRSH),
Département de Recherche sur les Dynamiques Sociales (DRDS) (Gabon)
balondjisteeve@yahoo.fr
balondjisteeveirsh@gmail.com

RASS. Pensées Genre. Penser Autrement. VOL 5, No 4 (Novembre 2025)

Résumé

Cet article explore la théorie de la décoercition sociale, élaborée par S.-T. Balondji (2019, p.8), sous le prisme de la reconfiguration des structures familiales et des rapports sociaux. À partir d'une analyse théorique croisée et d'approches empiriques (études de cas, observations), il met en lumière quatre dynamiques : la redéfinition des rôles familiaux, l'évolution des rapports de genre et l'émergence de nouvelles formes de parentalité La décoercition sociale ouvre la voie à une plus grande autonomie individuelle, tout en confrontant les héritages normatifs traditionnels et intergénérationnels.

Mots-clés : Décoercition sociale, Décomposition/Recomposition des rôles, Négociation des rôles, Nouveaux rôles entre sexes et entre générations, Tensions intergénérationnelles.

Rethinking Social Decoercion Through Shifting Family and Gender Dynamics

Abstract

This article explores the theory of social decoercion**,** developed by S.-T. Balondji (2019, p. 8), through the lens of the reconfiguration of family structures and social relations. Drawing on a combined theoretical analysis and empirical approaches (case studies, observations), it highlights four dynamics: the redefinition of family roles, the evolution of gender relations, and the emergence of new forms of parenthood. Social decoercion paves the way for greater individual autonomy while confronting traditional and intergenerational normative legacies.

Key words: Social Decoercition, Decomposition/Recomposition of Roles, Role Negotiation, New Gender and Intergenerational Roles, Intergenerational Tensions.

Introduction

Dans un monde en constante mutation, les structures familiales, les rapports sociaux et les identités individuelles se redéfinissent profondément. Les transformations économiques, culturelles et technologiques bouleversent les formes « traditionnelles » d'organisation du vivre-ensemble, questionnant les hiérarchies établies et les logiques de pouvoir. Ces recompositions du lien social s'accompagnent d'une aspiration croissante à l'autonomie, à l'égalité et à la reconnaissance. Dans ce contexte, la décoercition sociale, conceptualisée par S.-T. Balondji (2019, op.cit.), apparaît comme une grille de lecture pertinente pour comprendre ces mutations et leurs effets sur la famille, le genre, la parenté, l'éducation, le travail et la culture. Le terme « décoercition » est construit en opposition à celui de « coercition », qui désigne toute forme d'action contraignante exercée par un individu, une institution ou un système sur un autre, avec ou sans violence manifeste. La décoercition sociale désigne, ainsi, une force sociale et le processus critique et pratique par lequel les individus et les groupes déconstruisent les logiques de domination, désapprennent la soumission intériorisée et réorganisent leurs rapports sociaux sur la base de la reconnaissance, de la liberté partagée et de la coresponsabilité.

Cette approche, à la fois éthique et critique, ouvre la voie à une compréhension sociologique des mécanismes par lesquels les sociétés se transforment de l'intérieur. Du point de vue sociologique, c'est l'ensemble des dynamiques qui transforment les comportements individuels et les relations au sein d'une société. Cette force sociale s'exerce sur les individus, souvent de manière implicite, à travers des normes, des valeurs, des traditions, des institutions ou des rapports de pouvoir. Au sens dynamique, c'est l'ensemble des mécanismes de changement social, c'est-à-dire, les tensions, les conflits et les innovations qui transforment les comportements individuels et les relations au sein d'une société. Cette force et ce processus ne sont ni spontanés ni linéaires. Ils s'acclimatent et fonctionnent à partir d'une conscience critique, d'un engagement éthique et d'une transformation profonde des schémas de pensée.

La décoercition sociale n'est pas simplement un affaiblissement des normes et des valeurs sociales et culturelles, mais une déconstruction consciente et critique de celles-ci, visant à offrir aux individus une plus grande liberté d'action et à promouvoir des relations sociales plus égalitaires. Elle implique également une révision des rapports de pouvoir, souvent invisibles, qui structurent la société, permettant ainsi une meilleure égalité entre les sexes et une reconfiguration des rôles familiaux et sociaux. La décoercition sociale agit dans la société pour

transformer les structures sociales oppressives en libérant les individus de la domination des normes coercitives et en réinventant des formes de relations sociales justes et inclusives. Elle favorise une compréhension novatrice des rapports sociaux, au-delà des mécanismes traditionnels de domination et de soumission.

Cette perspective offre un cadre conceptuel fécond pour analyser les mutations du lien social et les nouvelles formes de cohésion qui émergent aujourd'hui. L'intérêt de cette approche tient à la nécessité de penser les transformations contemporaines du lien social autrement qu'à travers la seule crise des institutions ou la dissolution des repères traditionnels. Les changements observés dans les structures familiales (familles recomposées, monoparentales, cohabitations sans mariage) révèlent de nouvelles formes d'organisation sociale fondées sur la coopération plutôt que sur la contrainte. Ces mutations traduisent la recherche d'un équilibre entre liberté individuelle et cohésion collective. Étudier la décoercition sociale, c'est interroger la possibilité d'un modèle de société où la régulation sociale ne passerait plus nécessairement par la domination, mais par la reconnaissance et la coresponsabilité.

Trois hypothèses guident cette réflexion :

- La décoercition sociale agit comme une force et un processus de transformation des normes, permettant la redéfinition des rôles familiaux, genrés et intergénérationnels.
- Elle constitue un mécanisme d'émancipation collective et individuelle, en promouvant des relations fondées sur la coopération, la reconnaissance et la réflexivité.
- Loin d'abolir le lien social, la décoercition contribue à reconstruire la cohésion à partir d'une éthique du respect et de la pluralité des existences.

Ces hypothèses orientent une analyse plus large de la décoercition, l'objectif principal de cet article est d'analyser la décoercition sociale comme une théorie critique du lien social et comme un outil de compréhension des mutations contemporaines. Plus précisément, il s'agit de :

- Comprendre comment les rapports de domination et d'autorité se déconstruisent dans la famille, l'éducation, le travail ou la sphère politique ;
- Identifier les pratiques sociales et symboliques qui traduisent le passage d'un modèle coercitif à un modèle plus coopératif ;

- Évaluer les implications de ce processus sur les formes d'autonomie, de solidarité et de justice sociale.

Cet objectif principal s'inscrit dans un cadre théorique nourri par plusieurs auteurs majeurs de la pensée sociologique et philosophique. La théorie de la décoercition sociale articule ainsi une sociologie critique, décoloniale et humaniste, attentive à la transformation des rapports sociaux et à la réinvention des normes. S'appuyant sur ce cadre conceptuel, il convient désormais de préciser l'approche méthodologique et théorique adoptée pour l'étude de la décoercition sociale. Cette première partie du présent article développe les outils, les postures et les principes réflexifs qui permettent de relier la théorie à l'observation des pratiques sociales et à l'analyse des dynamiques d'émancipation.

Pour approfondir cette perspective, il convient à présent de présenter plus spécifiquement les éléments constitutifs d'une méthodologie critique et réflexive appliquée à l'étude de la décoercition sociale, en articulant principes théoriques et outils d'analyse empiriques.

De fait, pour étudier la décoercition sociale, une approche méthodologique qualitative et réflexive est privilégiée. Elle combine l'analyse des pratiques sociales et des structures symboliques avec la participation des acteurs eux-mêmes, permettant d'identifier les mécanismes implicites de contrainte et les dynamiques d'émancipation. Cette démarche s'appuie sur l'observation critique, les entretiens, l'ethnographie et l'analyse des récits de vie, afin de comprendre comment les individus négocient, résistent et transforment les rapports de pouvoir dans leur quotidien. L'approche réflexive implique également que le chercheur examine son rôle et son influence dans l'analyse, pour produire une lecture critique et consciente des dynamiques étudiées.

Au Gabon, cette méthodologie permet de saisir des transformations sociales concrètes. Dans la sphère politique, des mouvements citoyens comme « Les Volontaires du OUI » ou des ONG locales telles que « Initiative Solidaire » et « Malachie » encouragent la participation des jeunes et des femmes aux conseils municipaux et forums de consultation à Libreville et à Port-Gentil. Ces initiatives permettent de contester les pratiques décisionnelles descendantes et de tester des formes de gouvernance plus horizontales et inclusives. Dans le domaine éducatif, des programmes comme « Gabon-Égalité », les initiatives de l'UNESCO à Libreville et de l'Agence Universitaire de la Francophonie visent à promouvoir l'égalité de genre et à inciter les filles à s'engager dans des filières scientifiques ou techniques historiquement masculines,

illustrant un déplacement progressif des normes de genre. Dans le domaine culturel, des associations locales organisent des ateliers et festivals où les femmes et les hommes participent à égalité à la production artistique et à la direction des projets, valorisant la coopération plutôt que la hiérarchie traditionnelle. Des initiatives communautaires intègrent aussi les savoirs locaux sur l'agriculture ou la médecine « traditionnelle » avec des techniques scientifiques « modernes », permettant aux habitants de reconquérir l'autonomie sur leurs pratiques et savoirs, tout en contournant les structures imposées par des savoirs centralisés.

Ces exemples montrent que la décoercition sociale prend forme dans les pratiques locales et les dynamiques d'émancipation vécues par les acteurs eux-mêmes. Ils permettent de comprendre comment les individus identifient et contestent les mécanismes de contrôle, ouvrant la voie à l'analyse théorique des dispositifs de pouvoir et de normalisation.

C'est dans ce cadre que les travaux de M. Foucault (1975, p. 135), ont permis de comprendre comment le pouvoir s'exerce à travers la discipline et la normalisation. La décoercition sociale en propose le contrepoint : un mouvement d'émancipation visant à défaire les dispositifs de contrôle pour ouvrir la voie à de nouvelles subjectivités libres et réflexives. De P. Bourdieu (1998, p. 9), elle retient l'analyse de la domination symbolique, tout en affirmant la possibilité de la désapprendre et de transformer les habitus. Avec A. Honneth (2000, p. 165), la décoercition partage l'idée que la reconnaissance est la condition essentielle de la liberté sociale et de la justice relationnelle. F. Fanon (1952, p. 82 ; 1961, p. 33), éclaire cette perspective en montrant que la domination est aussi une intériorisation psychique et coloniale. Dans sa continuité, la décoercition vise à littéralement « libérer » les individus des structures mentales héritées, en favorisant une relecture décoloniale du vivre-ensemble.

La pensée de K. Marx (1999, p. 31 ; 2022, p. 47), demeure une référence dans la mesure où elle met en lumière la matérialité des rapports de pouvoir. Toutefois, la décoercition sociale déplace la lutte vers le plan symbolique et relationnel, en valorisant la transformation des pratiques quotidiennes comme lieu de résistance. É. Durkheim (1893, p. 141) permet de comprendre que la cohésion sociale repose sur la régulation collective. Mais là où Durkheim voyait une tension entre contrainte et solidarité, la décoercition sociale propose une cohésion sans coercition, fondée sur la coopération et la reconnaissance. G. Balandier (1971, p. 57), en analysant le changement social comme une tension créatrice entre ordre et désordre, offre une clé précieuse pour penser la décoercition comme un processus dynamique de résistance et de recomposition.

Dans une perspective décoloniale, V.-Y. Mudimbe (2021, p. 141) invite à rompre avec l'hégémonie épistémique occidentale. La décoercition sociale s'inscrit dans ce prolongement, en proposant une épistémologie plurielle, attentive aux savoirs locaux, spirituels et relationnels. Les travaux de J. Butler et B. hooks (1990, p. 1) apportent, quant à eux, une dimension féministe et intersectionnelle essentielle. Ils soulignent que la libération passe par la déconstruction des normes de genre et la reconnaissance des identités marginalisées. La décoercition s'en inspire pour repenser la famille et le couple hors des rapports hiérarchiques et hétéronormés.

Dans une perspective symbolique, la pensée de G. Galileo (1992, p. 55) illustre la portée épistémologique du projet : comme le savant florentin déplaça le centre de gravité du cosmos, la décoercition sociale déplace le centre de gravité du social, du pouvoir vers la liberté, de la contrainte vers la reconnaissance. Elle affirme la possibilité de penser et de vivre autrement, dans un rapport ouvert à soi, à autrui et au monde.

Ainsi, la théorie de la décoercition sociale se présente comme une sociologie de la libération, attentive aux processus d'émancipation à l'œuvre dans nos sociétés contemporaines. Elle conçoit la transformation sociale non comme une perte de repères, mais comme une reconfiguration éthique du lien social, fondée sur la coopération, la reconnaissance et la liberté partagée. Cette approche critique ne se limite pas aux rapports sociaux ; elle s'étend également au champ de la connaissance. Appliquée aux savoirs, la décoercition sociale propose une épistémologie inclusive, réconciliant trois registres de connaissance :

- Les savoirs traditionnels, issus des cultures et des pratiques ancestrales ;
- Les savoirs spirituels, fondés sur l'expérience religieuse ou mystique ;
- Les savoirs scientifiques, basés sur la raison et la vérifiabilité.

Elle remet en cause la hiérarchie qui place la science moderne au sommet et relègue les autres formes de savoir à la marge. Cette perspective ouvre la voie à une véritable écologie des savoirs. La décoercition sociale invite donc à créer des espaces de médiation entre scientifiques, praticiens, guérisseurs ou citoyens, afin de penser ensemble les savoirs pratiques dans les domaines de la santé, l'éducation, l'écologie ou la culture. Elle promeut une complémentarité : là où la science explique le *comment*, la spiritualité éclaire le *pourquoi*. Elle valorise les savoirs contextuels, enracinés dans des langues, des cosmologies et des environnements locaux, et reconnaît la pluralité des vérités humaines. C'est dans cette perspective que la deuxième partie de cet article ci-après consacrée à la présentation des résultats analysera les mutations des rôles

familiaux, avant d'examiner l'évolution des rapports de genre, la redéfinition de la parentalité et les dynamiques intergénérationnelles qui accompagnent ce vaste processus de décoercition sociale.

1.1. Les mutations des rôles familiaux

En effet, au fil des décennies, les rôles familiaux ont connu d'importantes mutations sous l'effet des transformations sociales, économiques et culturelles. La répartition traditionnelle des fonctions entre les membres de la famille fondée sur une hiérarchie genrée et générationnelle tend à s'effacer au profit de relations plus égalitaires et négociées. Ces évolutions s'expriment notamment à travers la diversification des modèles familiaux, la redéfinition des rôles parentaux et la remise en question des normes de genre, reflétant ainsi une recomposition profonde du lien familial dans les sociétés contemporaines. Dans la continuité de cette réflexion sur la décoercition sociale et la reconfiguration des rapports de pouvoir, il est essentiel d'examiner la manière dont ces dynamiques se traduisent concrètement dans la sphère intime et domestique. En effet, la famille constitue un espace privilégié d'observation des processus de transformation sociale, où s'expérimentent de nouvelles formes de liberté, de coopération et de reconnaissance.

1.2. L'évolution des rôles de genre dans la famille

Traditionnellement, dans certaines sociétés patriarcales, les rôles au sein de la famille étaient bien définis : l'homme était le pourvoyeur et le chef de famille, tandis que la femme était cantonnée à des tâches domestiques et éducatives, assurant la gestion du foyer et l'éducation des enfants[1]. Cependant, les dernières décennies ont été marquées par une évolution des rapports de genre qui se reflète dans la redistribution des rôles familiaux.

[1] Dans les sociétés lignagères gabonaises, S.-T. Balondji (2024, p. 120) montre que la contribution des hommes et des femmes au « budget familial » était quasiment dans les mêmes proportions voire à l'avantage des femmes. Car, ce sont les femmes qui étaient principalement consacrées à s'occuper de la famille en apportant quotidiennement les vivres nécessaires à l'alimentation des hommes, des personnes âgées, des enfants et de toute la maisonnée. C'est, en revanche, l'avènement de l'économie coloniale via le processus de salarisation exclusif des hommes, étant les premiers par rapport aux femmes à travailler dans les chantiers, qui va contribuer à positionner ces derniers comme les principaux pourvoyeurs des revenus des ménages et confiner le rôle des femmes dans le foyer conjugal et consacrer la dépendance vis-à-vis des hommes.

La décoercition sociale a permis aux femmes de s'émanciper de ce modèle « traditionnel », notamment grâce à l'accès à l'éducation scolaire et à l'indépendance économique. Le marché du travail a joué un rôle clé dans cette transformation, offrant aux femmes des possibilités de carrière qui étaient auparavant inaccessibles. Aujourd'hui, de nombreuses femmes travaillent à plein temps, occupent des postes de direction et participent activement à la gestion financière de la famille. Ce changement a mené à une redéfinition des rôles au sein du couple, où la répartition des responsabilités domestiques et éducatives devient relativement plus équitable.

Si, historiquement dans certaines sociétés, le travail domestique était perçu comme le seul domaine d'action des femmes, aujourd'hui, une part importante des hommes s'implique activement dans les tâches ménagères et l'éducation des enfants[2]. Ce phénomène se manifeste par une répartition plus flexible des rôles familiaux, où les partenaires négocient leurs responsabilités en fonction de leurs emplois du temps et de leurs capacités individuelles. De plus, cette transformation dépasse les frontières des sociétés occidentales et des changements similaires se produisent dans plusieurs pays africains, asiatiques et latinos, bien que les progrès restent inégaux en fonction des contextes culturels et économiques.

Ces évolutions dans la répartition des rôles domestiques traduisent une volonté plus large de repenser les équilibres familiaux et de promouvoir une coresponsabilité au sein du couple. Dans cette dynamique de transformation, la parentalité elle-même se redéfinit, à la croisée des attentes sociales, des identités individuelles et des nouveaux modèles éducatifs.

1.3. La redéfinition de la parentalité

Un des changements les plus significatifs liés à la décoercition sociale est la redéfinition de la parentalité. La parentalité traditionnelle, où l'homme était perçu comme le pourvoyeur et la femme comme la gardienne du foyer et des enfants, a évolué vers des modèles plus égalitaires.

---

[2] Par rapport à l'éducation des enfants, S.-T. Balondji (inédit), montre que dans certaines sociétés lignagères gabonaise, notamment la société gisir, il existe trois ordres symboliques qui servent de base à la parenté : l'ordre lignager (*Ghifumb*) matrilinéaire et patrilinéaire, celui des substances naturelles biogénétiques (le sang) et celui de l'alliance matrimoniale (*Diong*). Les rapports de parenté entre individus ne sont donc pas réduits à des rapports biologiques au sens des rapports de consanguinité. Un gisir appartient à son matrilignage et habite de manière générale dans le village de son père. C'est le père et la mère qui sont responsables de son éducation et qui exercent sur lui la première autorité parentale, quand bien même, autour de trois ans révolus, les grands-parents prennent le relai dans le processus de socialisation pour ne pas saborder l'autorité parentale en construction.

Aujourd'hui, de nombreux couples rejettent la notion selon laquelle les femmes doivent être les principales responsables des enfants et des tâches domestiques.

La participation active des pères dans les soins apportés aux enfants est de plus en plus encouragée et ce changement se reflète dans les pratiques quotidiennes : des pères plus enclins à partager des tâches ménagères avec leurs partenaires et qui jouent un rôle important dans la redéfinition des rôles parentaux. Cette évolution est soutenue par des politiques publiques, comme les congés de paternité[3], qui ont été mis en place dans de nombreux pays pour encourager une égalité des genres dans le domaine de la parentalité.

Cette redéfinition des rôles parentaux repose également sur une remise en question des normes de genre. L'idée selon laquelle une mère doit être exclusivement responsable de la maison et des enfants est de plus en plus contestée. Les parents « « modernes », qu'ils soient célibataires ou en couple, cherchent des façons de réorganiser la parentalité de manière qu'elle soit plus égalitaire. Ce changement s'observe particulièrement dans les milieux urbains, où les transformations économiques et culturelles favorisent l'émergence de nouveaux modèles familiaux. Par exemple, dans plusieurs villes gabonaises comme Libreville et Port-Gentil, on constate une montée du double emploi : les deux conjoints travaillent, ce qui impose une redistribution des tâches domestiques et éducatives. Des pères s'impliquent davantage dans des activités autrefois considérées comme féminines telles que préparer les repas ou assister aux consultations médicales. Cette évolution traduit une volonté de co-construction de la parentalité, où le rôle du père ne se limite plus à la seule autorité ou au soutien économique, mais s'étend à la sphère affective. Cette mutation ne signifie pas la disparition des inégalités de genre, mais plutôt l'ouverture vers un modèle plus négocié, flexible et réflexif de la parentalité. Les parents dits « modernes », qu'ils soient mariés, en union libre ou célibataires, cherchent à réorganiser la vie familiale autour de la coopération plutôt que de la contrainte.

Ces transformations traduisent une recomposition symbolique du lien familial, où la reconnaissance mutuelle et la coresponsabilité remplacent progressivement les hiérarchies de genre traditionnelles. En ce sens, la parentalité contemporaine incarne l'un des champs les plus concrets de la décoercition sociale, dans la mesure où elle libère les rapports familiaux des

[3] Au Gabon, par exemple, le Code du travail (révisé en 2021) reconnaît désormais un congé de paternité, modeste mais symboliquement important. Cela traduit un changement de regard sur le rôle paternel et sur l'équilibre des responsabilités parentales.

logiques d'autorité imposée pour leur substituer des relations fondées sur la coopération, la confiance et la liberté partagée.

Dans le prolongement de la redéfinition des rôles parentaux et de la remise en cause des hiérarchies de genre, il convient désormais d'examiner comment ces dynamiques s'accompagnent de l'émergence de nouvelles formes familiales, reflet des mutations profondes du lien social contemporain.

1.4. L'émergence de nouvelles formes de famille

Les familles élargies et nucléaires traditionnelles, composées des parents biologiques et des collatéraux d'une part, d'un père, d'une mère et de leurs enfants, d'autre part, ne représentent plus la seule structure familiale dominante. De plus en plus de personnes choisissent des modèles familiaux alternatifs, influencés par des facteurs sociaux, économiques et culturels.

Cette diversification des formes familiales témoigne d'une évolution des valeurs sociales, où la liberté individuelle et la recherche d'équilibre entre vie personnelle et collective deviennent des repères centraux. Les familles recomposées, issues de remariages ou de séparations, sont un exemple frappant de cette transformation. Ces familles, où les enfants ont souvent plusieurs figures parentales (« beaux-parents », « demi-frères » et « demi-sœurs »), obligent les individus à redéfinir leurs rôles au sein de la cellule familiale. La décoercition sociale joue un rôle central dans cette évolution, car elle permet à chacun de négocier sa place dans cette structure familiale flexible. Les « beaux-parents » et les enfants d'autres unions ne sont plus considérés comme des membres secondaires, mais comme des partenaires à part entière dans le processus éducatif et familial. Cette pluralité de rôles et de liens familiaux n'est pas la seule expression du changement : d'autres modèles, tels que les familles monoparentales, illustrent également la quête d'autonomie et de redéfinition des responsabilités parentales.

Le modèle de la famille monoparentale devient de plus en plus courant, en particulier dans les sociétés urbaines modernes, particulièrement dans la société gabonaise. La liberté accrue des individus, notamment des femmes, permet à celles-ci de choisir d'élever leurs enfants seules sans dépendre d'une figure masculine pour leur survie économique. Ces modèles sont soutenus par des réformes sociales, mais ils peuvent aussi engendrer des défis liés à la gestion de la vie professionnelle et familiale, notamment en raison de l'absence de soutien financier et affectif traditionnel. Cette indépendance croissante dans les choix de vie s'exprime aussi à travers

d’autres formes d’unions, où les normes matrimoniales traditionnelles sont remises en question au profit d’un engagement plus libre.

Les unions libres, où des couples choisissent de vivre ensemble sans se marier, sont aussi en forte croissance. À Libreville comme à Port-Gentil, ces unions redéfinissent le mariage comme une institution moins imposée et plus choisie, en fonction des attentes individuelles et des désirs personnels. Cette évolution a des conséquences importantes sur les rôles familiaux, car elle remet en question la hiérarchie traditionnelle entre le mariage et la cohabitation sans mariage. Ces mutations s’inscrivent dans un contexte plus large de transformations culturelles, où les valeurs de liberté, d’égalité et de flexibilité s’imposent progressivement comme de nouveaux fondements du lien familial.

Les transformations des rôles familiaux sont également alimentées par la mondialisation et l'impact des nouvelles technologies. Ces forces ont introduit de nouvelles normes sociales et permis une globalisation des valeurs modernes telles que l'égalité des genres, la liberté individuelle et la flexibilité dans les relations. Les réseaux sociaux diffusent des représentations variées de la famille : familles monoparentales, LGBTQ+, recomposées, etc. Ces images contribuent à normaliser la diversité familiale et à réduire la pression des normes traditionnelles. Les médias sociaux, en particulier, ont permis aux jeunes générations de partager des expériences et de normaliser des modèles familiaux et de genre alternatif. L'influence de ces modèles mondiaux a été déterminante dans l'évolution des rôles au sein des familles, en particulier dans les sociétés qui étaient auparavant plus conservatrices. La combinaison de ces influences produit des familles :

- Moins hiérarchisées (plus d’égalité entre conjoints),
- Plus ouvertes (acceptation des différences culturelles ou de genre),
- Plus mobiles et connectées (membres vivant dans différents pays mais maintenant le lien grâce à la technologie).

Toutefois, si ces changements favorisent l’ouverture et la diversité, ils suscitent également des résistances et des tensions, notamment dans la manière dont les générations plus anciennes et les institutions perçoivent et intègrent ces nouvelles réalités sociales. La décoercition sociale, tout en favorisant une société plus ouverte et plus égalitaire, laisse entrevoir des défis à relever, notamment dans l’acceptation et l’adaptation de ces nouvelles structures par les générations anciennes et les institutions sociales.

1.5. La décoercition sociale dans les relations intergénérationnelles

La décoercition sociale, en tant que processus de « libération » des individus des rôles imposés par les normes sociales et les attentes traditionnelles, affecte profondément les relations intergénérationnelles. Ce phénomène modifie non seulement la manière dont les jeunes générations se perçoivent et se définissent au sein de la famille et de la société, mais aussi les rapports entre les différentes générations, notamment entre les jeunes et les aînés sociaux. L'évolution des normes sociales, l'ouverture à de nouveaux modèles familiaux et l'adoption de pratiques plus égalitaires dans les rôles familiaux entraînent une transformation des valeurs, des attentes et des modes de communication entre les générations.

Les tensions entre générations sont souvent visibles lorsque les jeunes générations remettent en question des pratiques et des valeurs héritées des générations précédentes, notamment dans des contextes familiaux et sociaux où les normes étaient relativement rigides et dominées par une hiérarchie traditionnelle. La décoercition sociale, en redéfinissant les rôles familiaux, joue un rôle central dans cette dynamique, en encourageant une plus grande autonomie individuelle et en donnant aux jeunes la possibilité de se réapproprier des modèles sociaux qu'ils jugent obsolètes. Cependant, ces changements s'accompagnent souvent de résistances et de conflits entre les générations, notamment lorsqu'il s'agit de défendre les valeurs traditionnelles ou d'adopter de nouvelles pratiques familiales. Les conflits intergénérationnels liés à la décoercition sociale trouvent souvent leur origine dans la remise en cause des rôles familiaux traditionnels et des attentes imposées par les générations plus âgées. Par exemple, les jeunes adultes qui refusent de suivre les trajectoires de vie tracées par leurs parents ou leurs grands-parents telles que se marier tôt, fonder une famille et assumer un rôle de parent au foyer entrent souvent en tension avec les valeurs et les attentes des générations précédentes.

Dans de nombreuses familles, notamment dans des sociétés patriarcales ou traditionnalistes, les aînés continuent de considérer certaines pratiques comme le mariage ou la maternité comme des rites de passage nécessaires à la construction de l'identité et du statut social. Cependant, les jeunes générations, influencées par les mouvements de décoercition sociale, remettent à plus tard ou carrément rejettent parfois ces attentes. Ils choisissent de se libérer des rôles qui leur sont imposés afin de construire leur propre parcours de vie, que ce soit sur le plan professionnel, personnel ou familial. Cela peut générer des conflits et des frictions au sein de la famille, où les jeunes se sentent contraints de défendre leur liberté de choix face à des attentes jugées archaïques que défendent les générations plus âgées.

Par exemple, dans de nombreuses ethnies au Gabon, l'idée de ne pas se marier ou de vivre en dehors d'une structure familiale traditionnelle peut être perçue par les aînés comme un acte de désobéissance ou de refus des traditions. La décoercition sociale, en permettant aux jeunes générations de choisir leurs propres modalités de vie (en fonction de leurs propres aspirations et valeurs), peut donc entraîner des tensions intergénérationnelles, particulièrement dans des familles, où les normes traditionnelles sont encore fortement ancrées.

La résistance des générations plus âgées face à la décoercition sociale est une autre dimension importante de l'évolution des relations intergénérationnelles. Les valeurs traditionnelles, qui ont longtemps structuré la société et la famille, sont perçues par certains comme un socle stable et nécessaire au bon fonctionnement des rapports familiaux et sociaux. Pour ces générations, toute remise en question de ces valeurs peut être perçue comme une perte de repères ou une menace à l'ordre social.

Ainsi, les aînés sociaux peuvent voir la montée de l'individualisme et la remise en cause des rôles traditionnels (en particulier ceux liés à la famille et au genre) comme des attaques contre l'identité sociale et familiale. Par exemple, la liberté plus accrue des femmes et leur autonomie économique sont parfois vécues par les générations plus âgées comme une rupture avec les modèles de dévotion domestique et de soumission féminine qui prévalaient dans les sociétés patriarcales. Cette résistance peut se traduire par une dévalorisation ou une critique des nouvelles formes familiales, telles que les familles recomposées ou les relations non institutionnalisées (unions libres, concubinage, etc.).

Bien que la décoercition sociale provoque des tensions entre générations, elle peut également offrir des opportunités de réconciliation et de renouvellement des valeurs familiales. Les jeunes générations, tout en réaffirmant leur liberté individuelle, cherchent à réconcilier tradition et modernité en intégrant certains éléments du passé qui leur semblent pertinents, tout en rejetant d'autres aspects qu'ils jugent oppressifs. Cette dynamique permet parfois une redéfinition des rôles familiaux et des pratiques intergénérationnelles, plus ouverte et plus respectueuse de la diversité des modes de vie.

Les relations familiales intergénérationnelles deviennent ainsi un espace de négociation, où les jeunes générations redéfinissent leurs attentes vis-à-vis des aînés, tout en cherchant à préserver certaines valeurs fondamentales qui restent importantes pour eux, telles que le respect, l'honneur et la solidarité familiale. La décoercition sociale, en favorisant la liberté d'expression

et l'acceptation de la diversité, ouvre de nouvelles possibilités pour des relations plus égalitaires et mutuellement respectueuses entre les générations.

Dans certaines familles, les aînés apprennent à accepter les choix non traditionnels de leurs enfants, tout en conservant des pratiques culturelles qu'ils considèrent comme essentielles, mais avec moins d'influence sur les décisions individuelles. Les jeunes générations, de leur côté, prennent souvent l'initiative d'organiser des discussions sur l'importance de certaines traditions familiales tout en insistant sur la flexibilité nécessaire pour que chaque individu puisse s'épanouir à sa manière.

Les médias sociaux et les nouvelles technologies jouent un rôle clé dans les transformations des relations intergénérationnelles. Les jeunes générations, plus à l'aise avec les nouvelles formes de communication, utilisent les réseaux sociaux pour partager des idées, discuter de nouvelles valeurs et se soutenir mutuellement dans leurs démarches de décoercition sociale. Ce phénomène transforme les modes de transmission des valeurs, qui ne sont plus uniquement transmis de manière verticale (des parents aux enfants), mais deviennent plus horizontaux, entre pairs.

Cependant, cette ouverture numérique peut également amplifier les différences entre générations. Les générations plus âgées, souvent moins familiarisées avec les technologies, peuvent se sentir déconnectées de ces nouvelles formes de communication et des débats qui les accompagnent. Cela peut accentuer la distance entre les jeunes et les aînés et rendre la réconciliation plus complexe.

Conclusion

En définitive, penser la décoercition sociale à travers les mutations familiales et genrées revient à interroger les transformations profondes des rapports entre individus, normes et institutions, dans un contexte où l'idéal d'autonomie occupe une place centrale. La remise en question relative des rôles genrés traditionnels, la diversification des modèles familiaux et la redéfinition des formes de parentalité témoignent d'une volonté croissante des individus de reprendre le contrôle sur leur existence, d'affirmer leur singularité et de s'émanciper des cadres imposés. L'essor de l'égalité des sexes ou encore la montée des familles recomposées ou monoparentales illustrent cette désinstitutionalisation progressive du social, où la norme laisse davantage de place au choix individuel.

Cependant, cette libération apparente ne signifie pas la disparition des contraintes : les normes se transforment plutôt qu'elles ne s'effacent. Dans une société marquée par la valorisation de la performance, de la réussite personnelle et de la flexibilité, de nouvelles formes de coercition émergente, plus subtiles, intériorisées et individualisées. L'injonction à « être soi-même », à concilier vie professionnelle et épanouissement personnel, ou à incarner un modèle d'égalité parfait au sein du couple, peut constituer une pression sociale renouvelée, rendant la liberté elle-même normative.

Ainsi, la décoercition sociale ne relève pas d'une rupture radicale avec le passé, mais d'une reconfiguration des cadres de contrainte et de reconnaissance. Les rapports de genre et les structures familiales deviennent les laboratoires privilégiés de cette tension entre autonomie et appartenance, entre liberté et responsabilité. En ce sens, penser la décoercition aujourd'hui, c'est comprendre comment les individus tentent de négocier leurs marges de liberté au sein d'un monde où l'émancipation reste toujours à conquérir, mais jamais totalement acquise.

Références Bibliographiques

BALANDIER Georges, 1971, *Sens et puissance. Les dynamiques sociales*, Paris, Presses Universitaires de France, 334 pages p.

BALONDJI Steeve-Thierry, 2019, « La sexualité de divertissement en milieu urbain gabonais », *Revue gabonaise de sociologie*, n°10, pp. 7-18.

BALONDJI Steeve-Thierry, 2020, « Mon travail c'est mon premier mari » : 119-138, in J.-E. Etoughé-Efé (dir), *Les questions du travail dans la société gabonaise contemporaine*, Paris, L'Harmattan.

BALONDJI Steeve-Thierry, inédit, « Parentalité délégataire chez les Gisir au Gabon », *Revue ivoirienne d'anthropologie et de sociologie, Kasa bya kasa*, Éditions Universitaires de Côte d'Ivoire.

BOURDIEU Pierre, 1998, *La domination masculine*, Paris, Éditions de Minuit, 142 p.

BUTLER Judith, 1990, *Gender Trouble: Feminism and the Subversion of Identity*, New York, Routledge, 172 p.

DURKHEIM Émile, 1893, *De la division du travail social*, Paris, Presses Universitaires de France, 416 p.

FANON Frantz, 1952, *Peau noire, masques blancs*, Paris, Éditions de Minuit, 188 p.

FANON Frantz, 1961, *Les damnés de la terre*, Paris, Éditions Maspero, 242 p.

FOUCAULT Michel, 1975, *Surveiller et punir : naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 318 p.

GALILEO Galilei, 1992, *Dialogue sur les deux grands systèmes du monde : le système ptolémaïque et le système copernicien*, traduction de Jean-Michel Gardair, Paris, Seuil (coll. « Sources du savoir »), 464 p.

HONNETH Axel, 2000, *La lutte pour la reconnaissance : Une philosophie de la justice sociale*, Paris, Éditions du Cerf, 232 p.

MARX Karl & ENGELS Friedrich, 1999, *Le Manifeste du Parti communiste,* Paris, Flammarion, 208 p.

MARX Karl & ENGELS Friedrich, 2022, *Le Capital. Critique de l'économie politique*, Tome I, Paris, Éditions Sociales, 815 p.

MUDIMBE Valentin-Yves, 2021, *L'Invention de l'Afrique*, traduction de Laurent Vannini, Paris, Présence Africaine, 516 p.

Steeve-Thierry BALONDJI est Chargé de Recherche de Sociologie. Il est chercheur à l'Institut de Recherche en Sciences Humaines (IRSH) du Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CENAREST) dont il est le Responsable du Laboratoire de Recherche sur la Famille, la Santé et le Corps (LAREFSAC) du Département de Recherche sur les Dynamiques Sociales (DRDS) et chercheur associé au Centre d'Etudes et de Recherches Sociologiques (CRES) de l'Université Omar Bongo (UOB) au Gabon. Il focalise ses recherches et ses publications sur les rapports de genre et sur les questions de changement social.

Steeve-Thierry BALONDJI
Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CENAREST)
Institut de Recherche en Sciences Humaines (IRSH)
Département de Recherche sur les Dynamiques Sociales (DRDS)
BP 846 Libreville
balondjisteeve@yahoo.fr / balondjisteeveirsh@gmail.com